

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

VISIODENT
Société Anonyme au Capital de 719 200,16 Euros
82, rue Villeneuve
92 110 CLICHY

FIDREX
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
14 rue de la Pépinière
75008 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

SOCIETE VISIODENT

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

A l'Assemblée Générale de la société Visiodent,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VISIODENT relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe « événements postérieurs à l'exercice », décrit en page 16 de l'annexe des comptes annuels concernant les conséquences de la crise sanitaire relative au coronavirus.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Fonds de commerce :**

Le fonds de commerce, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2019 s'établit à 632 955 euros, a fait l'objet de test de dépréciation en corrélation avec les informations décrites en page 18 du paragraphe « Fonds de commerce » et en page 23 du paragraphe « Provision pour dépréciation du fonds de commerce » de l'annexe des comptes annuels.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests, ainsi que l'évolution du portefeuille clients relative aux marques Gesdent et Stident.

▪ **Frais de développement :**

Les méthodes d'évaluation des frais de développement sont décrites en page 13 du paragraphe « Méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels.

Nous avons examiné que ces coûts de développement satisfaisaient bien aux critères d'activation, tels que décrits en page 13 dudit paragraphe de l'annexe des comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration du 28 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives aux nombres de factures reçues et émises, non réglées à la date de clôture dont le terme est échu.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation du commissaire aux comptes

Nous avons été nommés commissaire aux comptes de la société VISIODENT par l'Assemblée Générale du 15 juin 2015.

Au 31 Décembre 2019, notre cabinet était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption, dont 11 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons au Comité d'Audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux.

Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 28 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes
FIDREX



Albert BENSADON
Associé

SA VISIODENT

Bilan

Bilan

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois) | Variation |
|---|---|------------------|------------------|---|------------------|
| | Brut | Amort.prov. | Net | Net | |
| Capital souscrit non appelé (0) | | | | | |
| Actif immobilisé | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Recherche et développement | 1 133 225 | 1 133 225 | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | 8 732 795 | 6 019 514 | 2 713 281 | 560 145 | 2 153 136 |
| Fonds commercial | 1 357 696 | 724 741 | 632 955 | 664 916 | - 31 961 |
| Autres immobilisations incorporelles | 884 626 | 108 710 | 775 916 | 2 072 733 | -1 296 817 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 77 861 | 77 861 | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 1 510 984 | 1 061 513 | 449 471 | 342 939 | 106 532 |
| Immobilisations en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | 17 805 | - 17 805 |
| Participations évaluées selon mise en équivalence | | | | | |
| Autres participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | 1 900 | | 1 900 | 2 200 | - 300 |
| Autres immobilisations financières | 142 318 | | 142 318 | 142 840 | - 522 |
| TOTAL (I) | 13 841 405 | 9 125 564 | 4 715 841 | 3 803 578 | 912 263 |
| Actif circulant | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 41 022 | 12 222 | 28 800 | 41 797 | - 12 997 |
| En-cours de production de biens | | | | | |
| En-cours de production de services | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | |
| Marchandises | 11 908 | | 11 908 | 36 346 | - 24 438 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 1 870 730 | 32 612 | 1 838 118 | 1 654 294 | 183 824 |
| Autres créances | | | | | |
| . Fournisseurs débiteurs | 54 401 | | 54 401 | 37 470 | 16 931 |
| . Personnel | 45 315 | | 45 315 | 38 988 | 6 327 |
| . Organismes sociaux | | | | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | 630 007 | | 630 007 | 511 147 | 118 860 |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 84 959 | | 84 959 | 72 919 | 12 040 |
| . Autres | 80 606 | | 80 606 | 110 683 | - 30 077 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | |
| Disponibilités | 1 128 982 | | 1 128 982 | 1 064 672 | 64 310 |
| Instruments financiers à terme et jetons détenus | | | | | |
| Charges constatées d'avance | 170 006 | | 170 006 | 47 286 | 122 720 |
| TOTAL (II) | 4 117 937 | 44 834 | 4 073 103 | 3 615 602 | 457 501 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | |
| Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V) | | | | | |
| TOTAL ACTIF (0 à V) | 17 959 342 | 9 170 398 | 8 788 944 | 7 419 180 | 1 369 764 |

Bilan (suite)

Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois) | Variation |
|---|--|--|------------------|
| Capitaux Propres | | | |
| Capital social ou individuel (dont versé : 719 200) | 719 200 | 719 200 | |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | 887 956 | 887 956 | |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Réserve légale | 72 067 | 72 067 | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | | | |
| Autres réserves | 2 027 | 2 027 | |
| Report à nouveau | 93 524 | 33 581 | 59 943 |
| Résultat de l'exercice | 507 658 | 554 392 | - 46 734 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| Résultat de l'exercice précédent à affecter | | | |
| TOTAL (I) | 2 282 432 | 2 269 225 | 13 207 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| TOTAL (II) | | | |
| Provisions pour risques et charges | | | |
| Provisions pour risques | | 63 837 | - 63 837 |
| Provisions pour charges | | | |
| TOTAL (III) | | 63 837 | - 63 837 |
| Emprunts et dettes | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres Emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | |
| . Emprunts | 1 670 000 | 1 264 554 | 405 446 |
| . Découverts, concours bancaires | 2 440 | 1 605 | 835 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | |
| . Divers | 887 | | 887 |
| . Associés | 8 | 8 | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 884 | 884 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 827 721 | 850 217 | - 22 496 |
| Dettes fiscales et sociales | | | |
| . Personnel | 280 949 | 311 311 | - 30 362 |
| . Organismes sociaux | 235 875 | 244 489 | - 8 614 |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 336 240 | 269 898 | 66 342 |
| . Etat, obligations cautionnées | | | |
| . Autres impôts, taxes et assimilés | 65 835 | 82 376 | - 16 541 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 91 904 | 92 974 | - 1 070 |
| Instruments financiers à terme | | | |
| Produits constatés d'avance | 2 993 769 | 1 967 804 | 1 025 965 |
| TOTAL (IV) | 6 506 511 | 5 086 119 | 1 420 392 |
| Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V) | | | |
| TOTAL PASSIF (I à V) | 8 788 944 | 7 419 180 | 1 369 764 |

SA VISIODENT

Compte de résultat

Compte de résultat

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois) | Variation absolue | % |
|---|---|----------------|------------------|---|----------------------|---------------|
| | France | Exportations | Total | Total | | |
| Ventes de marchandises | 1 391 985 | 107 169 | 1 499 154 | 1 502 385 | - 3 231 | -0,22 |
| Production vendue biens | 483 054 | 158 490 | 641 544 | 569 168 | 72 376 | 12,72 |
| Production vendue services | 6 019 762 | 102 615 | 6 122 377 | 5 301 965 | 820 412 | 15,47 |
| Chiffres d'affaires Nets | 7 894 801 | 368 274 | 8 263 075 | 7 373 518 | 889 557 | 12,06 |
| Production stockée | | | | | | |
| Production immobilisée | | | 750 081 | 697 153 | 52 928 | 7,59 |
| Subventions d'exploitation | | | | | | |
| Reprises sur amort. et prov., transfert de charges | | | 83 895 | 28 296 | 55 599 | 196,49 |
| Autres produits | | | 316 | 3 570 | - 3 254 | -91,15 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 9 097 367 | 8 102 537 | 994 830 | 12,28 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 1 193 209 | 1 240 515 | - 47 306 | -3,81 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 24 438 | -7 975 | 32 413 | 406,43 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | 165 957 | 216 362 | - 50 405 | -23,30 |
| Variation de stock (matières premières et autres approv.) | | | 12 997 | 22 037 | - 9 040 | -41,02 |
| Autres achats et charges externes | | | 3 170 891 | 2 636 624 | 534 267 | 20,26 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 108 911 | 128 163 | - 19 252 | -15,02 |
| Salaires et traitements | | | 2 282 790 | 2 043 396 | 239 394 | 11,72 |
| Charges sociales | | | 1 007 069 | 880 783 | 126 286 | 14,34 |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 627 945 | 498 713 | 129 232 | 25,91 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | 31 961 | | 31 961 | N/S |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | 3 160 | 6 641 | - 3 481 | -52,42 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | 2 000 | - 2 000 | -100 |
| Autres charges | | | 151 920 | 86 558 | 65 362 | 75,51 |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 8 781 248 | 7 753 817 | 1 027 431 | 13,25 |
| RESULTAT EXPLOITATION (I-II) | | | 316 119 | 348 720 | - 32 601 | -9,35 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | 19 337 | - 19 337 | -100 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | 105 | 125 | - 20 | -16,00 |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | | |
| Total des produits financiers (V) | | | 105 | 19 462 | - 19 357 | -99,46 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | 23 725 | 21 457 | 2 268 | 10,57 |
| Différences négatives de change | | | 109 | 790 | - 681 | -86,20 |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total des charges financières (VI) | | | 23 834 | 22 246 | 1 588 | 7,14 |
| RESULTAT FINANCIER (V-VI) | | | -23 729 | -2 784 | - 20 945 | 752,33 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI) | | | 292 391 | 345 936 | - 53 545 | -15,48 |

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois) | Variation absolue | % |
|--|---|---|----------------------|---------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 0 | 0 | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | 20 000 | - 20 000 | -100 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 61 837 | | 61 837 | N/S |
| Total des produits exceptionnels (VII) | 61 837 | 20 000 | 41 837 | 209,18 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 93 461 | 74 119 | 19 342 | 26,10 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | 282 | - 282 | -100 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | | |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | 93 461 | 74 401 | 19 060 | 25,62 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | -31 624 | -54 401 | 22 777 | 41,87 |
| Participation des salariés (IX) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | -246 891 | -262 857 | 15 966 | 6,07 |
| Total des Produits (I+III+V+VII) | 9 159 309 | 8 141 999 | 1 017 310 | 12,49 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X) | 8 651 651 | 7 587 607 | 1 064 044 | 14,02 |
| RESULTAT NET | 507 658 | 554 392 | - 46 734 | -8,43 |
| Dont Crédit-bail mobilier | 12 881 | 17 895 | - 5 014 | -28,02 |
| Dont Crédit-bail immobilier | | | | |

VISIODENT SA

Tableaux de flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie

| En € | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|--------------------|--------------------|
| Résultat net | 507 658 | 554 392 |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité | | |
| - Dotation nette aux amortissements et provisions | 535 226 | 501 524 |
| - Variation des impôts différés | | |
| - Autres produits et charges calculés | | |
| - Plus et moins values de cession | - | 19 718 |
| Capacité d'autofinancement (A) | 1 042 884 | 1 036 198 |
| Variation du BFR lié à l'activité (B) | 682 600 | 416 434 |
| Flux de trésorerie généré par l'activité (C)=(A+B) | 1 725 484 | 1 452 632 |
| Acquisition d'immo corp et incorp | - 1 572 992 | - 1 733 721 |
| Cessions d'immobilisations corp et incorp | - | 20 000 |
| Décassements liés à l'acquisition d'immo financières | - 37 000 | - 35 798 |
| Encaissements liés aux cessions d'immo financières | 37 822 | 19 301 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (D) | - 1 572 170 | - 1 730 218 |
| Augmentation de capital | | |
| Distribution de dividende | - 494 450 | - 494 450 |
| Encaissements liés aux nouveaux emprunts | 500 000 | 600 000 |
| Remboursements d'emprunts | - 94 554 | - 207 434 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (E) | - 89 004 | - 101 884 |
| Variation de trésorerie nette (C+D+E) | 64 310 | - 379 470 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier | 1 064 672 | 1 444 142 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre | 1 128 982 | 1 064 672 |

VISIODENT SA

Annexes aux comptes annuels

Annexes aux comptes annuels

L'exercice social clos le 31/12/2019 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2018 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 8 788 943.72 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 507 657,71 €.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont établis et présentés conformément aux règles prescrites par la Plan Comptable Général, et en conformité avec les dispositions du Code du Commerce (articles L123-12 à L123-38) et les règlements de l'autorité des normes comptables (ANC).

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et de l'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Méthodes d'évaluation

(a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les postes suivants :

- les fonds de commerce
- les logiciels acquis par la société : ceux destinés à l'usage interne,
- les logiciels et sites internet créés ou en cours de développement et répondant aux critères requis pour leur activation.
- Les brevets.

Les frais de développement de logiciels sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. Toutefois, les coûts de développement qui satisfont aux critères suivants sont portés à l'actif :

- le produit ou procédé est clairement défini, et les frais qui lui sont imputables peuvent être identifiés et mesurés de manière fiable,
- la faisabilité technique du produit ou procédé peut être démontrée,
- le produit ou procédé est destiné à être produit et commercialisé, ou utilisé par l'entreprise,
- l'existence d'un marché pour le produit ou, s'il est destiné à être utilisé en interne, son utilité pour l'entreprise peut être démontrée,
- les ressources adéquates existent, ou leur disponibilité peut être démontrée, afin de mener à bien le projet pour commercialiser ou utiliser le produit ou le procédé.

Annexes aux comptes annuels (suite)

L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service et conformément à la durée de vie probable. Les frais de développement dont les chances de commercialisation ne sont pas établies dans les années à venir sont amortis sur l'exercice.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur les durées suivantes :

| Durée d'utilisation | (en années) |
|---------------------------|-------------------------------|
| Fonds de commerce | NA car durée de vie illimitée |
| Logiciels acquis ou créés | 3 à 10 |
| Frais de développement | 3 à 5 |
| Les brevets | 3 à 15 |

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis. Un test de dépréciation est effectué au moins une fois par an à la date de clôture selon les modalités décrites dans l'annexe au paragraphe « Provision pour dépréciation du fonds de commerce ». A ce titre, un complément de dépréciation de 32 k€ a été constaté dans les comptes de cet exercice.

(b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges de l'exercice, sauf ceux exposés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Les amortissements sont calculés selon les méthodes linéaires et dégressives, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur. Ces durées sont principalement les suivantes :

| Durée d'utilisation | (en années) |
|--|-------------|
| - Installations techniques, matériel et outillage industriel | 3 |
| - Agencements, installations | 10 |
| - Matériel de transport | 3 |
| - Matériel de bureau | 3 à 5 |
| - Mobilier | 5 à 10 |

(c) Immobilisations financières

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisés sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

(d) Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au prix unitaire moyen pondéré.

(e) Créances clients et autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et font l'objet d'un examen systématique au cas par cas. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable : cette valeur d'inventaire est déterminée en fonction des difficultés ou risques de recouvrement auxquels ces créances sont susceptibles de donner lieu.

Annexes aux comptes annuels (suite)

(f) Risque de change

Depuis la mise en place de la monnaie unique européenne, le risque de change auquel s'expose la société est quasi inexistant.

(g) Conversion des éléments en devises

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les différences résultant de cette conversion sont inscrites dans les postes "écarts de conversion" au bilan (à l'actif pour les pertes latentes, au passif pour les gains latents). Au 31 décembre 2019, aucun écart de conversion n'est à constater au bilan.

(h) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires résulte essentiellement de concessions de licences de logiciels, de ventes de matériels, de ventes E-commerces de consommables et ainsi que de prestations de services liées aux contrats de maintenance.

Licences de logiciel et ventes de matériels :

Les redevances afférentes aux licences de logiciels sont comptabilisées en chiffre d'affaires au moment de la livraison des produits dans la mesure où aucune obligation n'existe à l'égard des clients. Le chiffre d'affaires correspondant aux ventes de matériels est considéré comme acquis par la livraison des produits.

Prestations de services :

Les prestations de services sont reconnues à l'avancement.

Les concessions de licences de logiciels ainsi que de prestations de services liées aux contrats de maintenance courent sur une période de 12 à 36 mois et peuvent donc s'étaler sur plusieurs exercices.

La part du contrat se rapportant aux exercices à venir est comptabilisée en produits constatés d'avance selon un mode de répartition calculé prorata temporis.

Ventes E-commerces de consommables :

Le chiffre d'affaires correspondant aux ventes de consommables E-commerce est considéré comme acquis par la livraison des produits.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a distribué un dividende de 495 K€.

La société a fait une demande de crédit d'impôt recherche pour 329 K€ et a été comptabilisé dans le poste « impôt sur les sociétés ».

La société a obtenu un emprunt auprès de la BNP pour 500 K€.

Le siège social a été transféré de la Plaine St Denis à Clichy durant l'exercice 2019.

Le développement du logiciel Veasy a été achevé en janvier 2019. La commercialisation du produit a également débuté en janvier 2019. Ainsi, l'amortissement du socle Veasy de 2 033 K€ a débuté le 01/01/19.

Annexes aux comptes annuels (suite)

EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

Information relative aux traitements comptables induits par la pandémie de Coronavirus

L'épidémie de Coronavirus s'est déclarée en Chine en décembre 2019. Au 31 décembre 2019, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne signalait qu'un nombre limité de personnes atteintes par ce virus.

Suite à sa propagation ultérieure, l'OMS a prononcé l'état d'urgence sanitaire le 30 janvier 2020. Au plan national, les premières mesures ont été prises par arrêté du 14 mars 2020 pour les établissements recevant du public.

Le 16 mars 2020, l'Etat français a adopté le décret 2020-260 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19. Un dispositif de confinement est alors mis en place sur l'ensemble du territoire à compter du mardi 17 mars 2020.

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31 décembre 2019 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à la pandémie du Coronavirus.

L'évaluation des actifs et des passifs reflète uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation.

Impact du COVID-19 sur la société Visiodent :

Le 16 mars 2020 le Conseil de l'ordre des Chirurgiens-Dentistes a ordonné la fermeture de l'ensemble des cabinets dentaires en raison de l'épidémie.

Cette situation a engendré des demandes de report de paiements ou de suspensions de contrats de maintenance et de services. La réception des chèques pour les paiements clients n'ont pas été possible pendant près de deux mois. Elle a engendrée également de nombreux reports d'installation de la solution Veasy. Bien qu'ayant eu, à date, un impact modéré, la société a fait une demande de PGE n'ayant pas de visibilité sur la reprise d'activité et pour pouvoir faire face à de nouveaux risques.

La Trésorerie pour les trois prochains mois devrait être stable notamment grâce à la demande de PGE.

Par ailleurs, compte tenu des mesures de confinement prises par le gouvernement pour lutter contre cette épidémie, la société a décidé :

- La mise en place le télétravail pour l'ensemble des salariés restés actifs dans la mesure où cela a été possible.
- La mise en place du chômage partielle. La fermeture des cabinets ayant entraîné un arrêt total de l'activité pour l'ensemble des clients de la société.

Annexes aux comptes annuels (suite)

ACTIF IMMOBILISE ET AMORTISSEMENTS

Actif immobilisé – Valeurs Brutes

La variation des immobilisations brutes, qui sont inscrites à l'actif en application des principes décrits en notes (a) à (c), se présente comme suit :

| Rubriques | Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice 2019 | Augmentations | Diminutions | Valeurs brutes à la clôture de l'exercice 2019 |
|--|--|------------------|------------------|--|
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| . Frais d'établissements, de recherche et de développement | 1 133 225 | | | 1 133 225 |
| . Fonds de commerce | 1 357 697 | | | 1 357 697 |
| . Autres immobilisations incorporelles | 6 193 660 | 2 672 166 | | 8 865 826 |
| . Immobilisation en cours | 2 046 010 | 738 570 | 2 032 985 | 751 595 |
| | 10 730 592 | 3 410 736 | 2 032 985 | 12 108 343 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| . Installations techniques, matériel et outillage industriel | 77 861 | | | 77 861 |
| . Agencements, installations | 609 062 | | | 609 062 |
| . Matériel de transport | 4 518 | 7 974 | | 12 492 |
| . Matériel et mobilier de bureau | 684 359 | 205 071 | | 889 430 |
| . Avances et acomptes | 17 805 | | 17 805 | |
| | 1 393 605 | 213 045 | 17 805 | 1 588 845 |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| . Participations financières | 0 | | | 0 |
| . Prêts au personnel | 2 200 | 7 000 | 7 300 | 1 900 |
| . Dépôts et cautionnements | 142 840 | 30 000 | 30 522 | 142 318 |
| . Autres immobilisations financières | | | | |
| | 145 040 | 37 000 | 37 822 | 144 218 |
| | | | | |
| <u>TOTAL</u> | 12 269 237 | 3 660 781 | 2 088 612 | 13 841 406 |

Annexes aux comptes annuels (suite)

La variation des immobilisations incorporelles s'explique principalement par l'activation des coûts relatifs aux développements du logiciel VEASY et mis en service en 2019 pour 2 033 k€. Le reliquat correspond principalement aux développements de nouveaux modules associés.

Frais d'établissements, de recherche et de développement

Ce poste correspond aux frais de développement engagés en 2007 et 2008 pour la création de 2 nouveaux produits. Ces coûts sont constitués du cumul de la masse salariale relative au personnel affecté au développement de ces produits et à la sous-traitance directe sur ces développements.

Fonds de commerce :

Le fonds de commerce de VISIODENT correspond :

- à la valeur du fonds après fusion réalisée le 1er décembre 1995 avec la société DENTAL TECHNOLOGIE. Cette société était celle qui détenait le fonds de commerce historique de VISIODENT pour un montant de 203.063 €.

- à la valeur du fonds de commerce de Visio Technologies SARL (comprenant les marques GESDENT et STADENT) qui a été intégrée dans VISIODENT SA suite à la transmission universelle de patrimoine de Visio Technologies SARL dans VISIODENT SA en 2002 pour un montant de 1.154.632 €.

Le fonds est déprécié à hauteur de 725 k€ au 31/12/2019, soit un complément de 32 k€ par rapport à 2018.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se décomposent de la façon suivante :

- Frais engagés pour les dépôts de brevets : ces frais correspondent essentiellement à des honoraires d'avocat.

- Logiciels divers acquis et utilisés en interne

- Logiciels développés en interne : La société commercialise des logiciels qui sont développés en interne. Les coûts engagés durant l'exercice pour améliorer les logiciels et développer de nouvelle fonctionnalité sont activés et amortis sur une durée de 3 ans. Ces coûts correspondent à la masse salariale des développeurs et à de la sous-traitance

- Site internet développé en interne : La société a développé au cours de l'exercice 2012 un nouveau site internet de e-commerce. L'intégralité des coûts, constituée essentiellement par la masse salariale, a été activée et amortie sur 5 ans.

- Le logiciel VEASY : Suite à l'achèvement du développement du logiciel et à sa commercialisation au cours du 1^{er} semestre 2019, les coûts ont été réaffectés du poste immobilisation en cours à autres immobilisations incorporelles. Les coûts de développement ont été amortis sur une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement.

Annexes aux comptes annuels (suite)

Actif immobilisé – Amortissements

Les mouvements des amortissements des immobilisations (hors amortissements dérogatoires) calculés selon les méthodes décrites en notes (a) à (c), se présentent comme suit :

| Rubriques | Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice 2019 | Dotations de l'exercice | Diminutions de l'exercice | Amortissement s cumulés à la clôture de l'exercice 2019 |
|---|--|----------------------------|------------------------------|--|
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| . Frais d'établissements, de recherche et de développement | 1 133 225 | | | 1 133 225 |
| . Fonds de commerce | | | | |
| . Autres immobilisations incorporelles | 5 606 793 | 521 431 | | 6 128 224 |
| | 6 740 018 | 521 431 | | 7 261 449 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| . Installations techniques, matériel et outillage industriel | 77 861 | | | 77 861 |
| . Agencements, installations | 339 676 | 60 906 | | 400 582 |
| . Matériel de transport | 4 518 | 1 360 | | 5 878 |
| . Matériel et mobilier de bureau | 610 805 | 44 248 | | 655 053 |
| | 1 032 860 | 106 514 | | 1 139 374 |
| | | | | |
| <u>TOTAL</u> | 7 772 878 | 627 945 | | 8 400 823 |

Annexes aux comptes annuels (suite)

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

| Créances | Montant brut | Echéances à un an au plus | Echéances à plus d'un an |
|---|------------------|---------------------------|--------------------------|
| <u>Créances de l'actif immobilisé</u> | | | |
| . Prêts au personnel | 1 900 | 1 900 | |
| . Dépôts et cautionnements | 142 318 | | 142 318 |
| | 144 218 | 1 900 | 142 318 |
| <u>Créances de l'actif circulant</u> | | | |
| . Créances clients et comptes rattachés | 1 870 730 | 1 831 596 | 39 134 |
| . Créances fiscales et sociales | 760 281 | 760 281 | |
| . Groupe et associés | | | |
| . Débiteurs divers | 135 008 | 135 008 | |
| . Charges constatées d'avance | 170 006 | 170 006 | |
| | 2 936 025 | 2 896 891 | 39 134 |
| | | | |
| TOTAL | 3 080 243 | 2 898 791 | 181 452 |

| Dettes | Montant brut | Echéances à un an au plus | Echéances à plus d'un an |
|---|------------------|---------------------------|--------------------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits, dont : | | | |
| . à moins d'un an à l'origine | 2 440 | 2 440 | |
| . à plus d'un an à l'origine | 1 670 000 | 180 000 | 1 490 000 |
| Emprunts et dettes financières divers | 887 | 887 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 827 721 | 827 781 | |
| Dettes fiscales et sociales | 918 899 | 918 899 | |
| Autres dettes | 91 904 | 91 904 | |
| Groupe et associés | 8 | 8 | |
| Produits constatés d'avance | 2 993 769 | 2 993 769 | |
| TOTAL | 6 505 627 | 5 015 627 | 1 490 000 |

Annexes aux comptes annuels (suite)

COMPTES DE REGULARISATION

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont composés exclusivement du chiffre d'affaires des contrats de maintenance et des prestations facturées et non réalisées sur l'exercice 2019 dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur. Le montant s'élève à 2 993 769 euros au 31 décembre 2019.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur. Le montant s'élève à 170 006 euros au 31 décembre 2019.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

A la clôture de l'exercice 2019, le capital social est composé de 4 495 001 actions d'une valeur nominale de 0.16 €.

| Mouvements des titres | Nombre | Val. nominale | Capital social |
|---------------------------------|------------------|----------------------|-----------------------|
| Titres en début d'exercice | 4 495 001 | 0.16 | 719 200 |
| Titres émis | | | |
| Titres remboursés ou annulés | | | |
| Titres en fin d'exercice | 4 495 001 | 0.16 | 719 200 |

Annexes aux comptes annuels (suite)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| Mouvements des titres | En début de période | Affectation résultat N-1 | Augmentation | Diminution | En fin de période |
|---------------------------------|---------------------|--------------------------|----------------|---------------|-------------------|
| Capital social | 719 200 | | | | 719 200 |
| Prime d'émission | 887 956 | | | | 887 956 |
| Réserve légale | 72 067 | | | | 72 067 |
| Autres réserves | 2 027 | | | | 2 027 |
| Report à nouveau | 33 581 | | 93 524 | 33 581 | 93 524 |
| Résultat de l'exercice | 554 392 | -554 392 | 507 658 | | 507 658 |
| Titres en fin d'exercice | 2 269 225 | -554 392 | 601 182 | 33 581 | 2 282 432 |

La société a distribué un dividende de 494 450 €.

ETAT DES PROVISIONS

Les mouvements des provisions se présentent comme suit :

| Rubriques | Montant à l'ouverture de l'exercice 2019 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Montant à la clôture de l'exercice 2019 |
|--|--|-------------------------|------------------------|---|
| <u>Provisions pour risques et charges</u> | | | | |
| . Provision pour litiges | 61 836 | | 61 836 | |
| . Provision pour pertes de changes | 2 000 | | 2 000 | |
| <u>Provisions pour dépréciation</u> | | | | |
| Provision pour dépréciation du fonds de commerce | 692 780 | 31 961 | | 724 741 |
| . Provision pour titres de participation | | | | |
| . Provision pour créances rattachées | | | | |
| . Provision pour stock | 12 222 | | | 12 222 |
| . Provision pour clients | 93 456 | 3 160 | 64 004 | 32 612 |
| . Provision pour débiteurs divers | | | | |
| Total | 862 295 | 35 121 | 127 840 | 769 575 |

Annexes aux comptes annuels (suite)

Provision pour dépréciation du fonds de commerce

Au 31 décembre 2004, compte tenu de l'évolution du portefeuille clients relatif aux marques GESDENT et STADENT, il avait été décidé de déprécier le fonds de commerce lié à ces marques pour un montant total de 692 780 euros soit 60% de la valeur d'achat.

Cette dépréciation a été calculée sur la base des clients hors maintenance ou «en sommeil» (clients qui ont vendu leur cabinet, n'exercent plus ou sont passés à la concurrence).

En raison du nombre de clients sous contrat au 31 décembre 2019, une provision supplémentaire de 31 961 euros a été constatée portant la provision à 724 741 € au 31/12/2019.

ETAT DES CHARGES A PAYER ET DES AVOIRS A ETABLIR

| Charges à payer | Montant |
|--------------------------------|----------------|
| Emp. & dettes établ. de crédit | 3 327 |
| Emp.& dettes financières div. | |
| Fournisseurs | 191 921 |
| Dettes fiscales & sociales | 434 535 |
| Clients avoir à établir | 67 544 |
| Autres dettes | 0 |
| TOTAL | 697 326 |

ETAT DES PRODUITS ET DES AVOIRS A RECEVOIR

| Produits à recevoir | Montant |
|------------------------------|----------------|
| Clients | 102 014 |
| Fournisseurs | 41 910 |
| Fiscales et sociales | 0 |
| Subrogation sécurité sociale | 0 |
| Divers | 259 |
| TOTAL | 144 183 |

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

| Nature du chiffre d'affaires | Montant HT 2019 | Taux | Montant HT 2018 | Taux |
|---------------------------------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------|
| Ventes de marchandises | 45 589 | 0.55 % | 67 165 | 0.91 % |
| Ventes de produits finis | 641 677 | 7.77 % | 573 211 | 7.77 % |
| Vente E-commerce | 1 454 197 | 17.60 % | 1 436 405 | 19.48 % |
| Prestations de services | 6 035 984 | 73.05 % | 5 181 498 | 70.27 % |
| Produits des activités annexes | 86 393 | 1.04 % | 120 466 | 1.63 % |
| Rabais, remises & ristournes accordés | -765 | -0.01 % | -5 228 | -0.06 % |
| TOTAL | 8 263 075 | 100 % | 7 373 517 | 100 % |

La ventilation géographique du chiffre d'affaires peut être analysée comme suit :

| Nature du chiffre d'affaires | Montant HT 2019 | Taux | Montant HT 2018 | Taux |
|------------------------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|
| France | 7 894 801 | 95.54 % | 6 934 195 | 94.79 % |
| Export | 368 274 | 4.46 % | 380 737 | 5.21 % |
| TOTAL | 8 263 075 | 100.00% | 7 314 931 | 100.00% |

Détermination du résultat exceptionnel = -31 624 E

| Nature | Montant HT |
|--|-----------------|
| Cession d'immobilisations | 0 |
| Reprise prov pour risque | 61 837 |
| Divers | |
| Total des produits exceptionnels | 61 837 |
| Amendes et pénalités | 24 815 |
| Indemnités de ruptures du personnel | 2 501 |
| Litige commercial | 66 145 |
| Valeurs nettes comptables des actifs cédés | 0 |
| Total des charges exceptionnelles | 93 461 |
| TOTAL | - 31 624 |

Annexes aux comptes annuels (suite)**AUTRES INFORMATIONS*****Rémunération des dirigeants***

Au titre de l'exercice 2019, le dirigeant a perçu la rémunération suivante :

| | Salaires bruts |
|---|----------------|
| Monsieur Morgan OHNONA, Président Directeur Général | 342 944 € |

Annexes aux comptes annuels (suite)

Honoraires commissaires aux comptes

Conformément au décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008, les honoraires de commissariat aux comptes comptabilisés sur l'exercice au titre du contrôle légal se sont élevés à 22 K€.

Indemnités de départ à la retraite

Les droits sont déterminés à la clôture de l'exercice sur la base des conventions collectives en vigueur dans l'entreprise, en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier.

Les principales variables du calcul sont les suivantes :

- Age de départ en retraite : 65 ans,
- Taux d'actualisation : 2 %,
- Taux de progression salariale : 2 %,
- Table INSEE de 2005,

Au 31 décembre 2019, le montant des indemnités de départ en retraite a été évalué selon un calcul actuariel pour la société VISIODENT SA et s'élève 243 303 €.

Annexes aux comptes annuels (suite)

Effectifs moyens

L'effectif moyen de l'entreprise se décompose de la façon suivante :

| Catégories de salariés | Salariés |
|----------------------------------|-----------------|
| Cadres | 21.04 |
| Agents de maîtrise & techniciens | 0.51 |
| Employés | 9.78 |
| Ouvriers | 7 |
| Apprentis sous contrat | 0 |
| TOTAL | 38.33 |

Engagements financiers

Engagements donnés :

Cautions CIC : 2 744 €

Engagements reçus :

Néant.

Tableaux financiers relatifs aux crédits-baux en cours

| Redevances payées | Immobilier | Mat. & Outil. | Autres immob. | TOTAL |
|---------------------------------|-------------------|--------------------------|----------------------|---------------|
| Cumuls des exercices antérieurs | | | 7 576 | 7 576 |
| Montants de l'exercice | | | 12 562 | 12 562 |
| Sous-total | | | 20 137 | 20 137 |

| Redevances restant dues | Immobilier | Mat. & Outil. | Autres immob. | TOTAL |
|--------------------------------|-------------------|--------------------------|----------------------|---------------|
| A 1 an au plus | | | 9 697 | 9 697 |
| Entre 1 et 5 ans | | | 7 884 | 7 884 |
| A plus de 5 ans | | | | |
| Sous-total | | | 17 581 | 17 581 |

| Valeur résiduelle | Immobilier | Mat. & Outil. | Autres immob. | TOTAL |
|--------------------------|-------------------|--------------------------|----------------------|---------------|
| A 1 an au plus | | | 9 860 | 9 860 |
| Entre 1 et 5 ans | | | 20 545 | 20 545 |
| A plus de 5 ans | | | | |
| Sous-total | | | 30 405 | 30 405 |

| Coût total du crédit-bail | Immobilier | Mat. & Outil. | Autres immob. | TOTAL |
|----------------------------------|-------------------|--------------------------|----------------------|---------------|
| TOTAL | | | 68 124 | 68 124 |

Comparaison de coûts pour les mêmes acquisitions en pleine propriété

| | Immobilier | Mat. & Outil. | Autres immob. | TOTAL |
|----------------------------------|-------------------|--------------------------|----------------------|---------------|
| Valeur d'origine | | | 56 143 | 56 142 |
| Cumuls des dotations antérieures | | | 6 364 | 6 364 |
| Dotations de l'exercice | | | 11 545 | 11 545 |
| Valeur nette comptable | | | 38 233 | 38 233 |

Annexes aux comptes annuels (suite)

RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Art : L.225 et L.225-91 du Code de Commerce

Tableau

| Nature des Indications / Périodes | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2017 | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| Durée de l'exercice | 12 mois |
| I – Situation financière en fin d'exercice | | | | | |
| a) Capital social | 719 200 | 719 200 | 719 200 | 720 677 | 720 677 |
| b) Nombre d'actions émises | 4 495 001 | 4 495 001 | 4 495 001 | 4 504 229 | 4 504 229 |
| c) Nombre d'obligations convertibles en actions | | | | | |
| II – Résultat global des opérations effectives | | | | | |
| a) Chiffre d'affaires hors taxes | 8 263 075 | 7 373 517 | 7 314 932 | 7 190 561 | 6 729 841 |
| b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions | 795 993 | 793 060 | 892 854 | 1 343 704 | 893 289 |
| c) Impôt sur les bénéfices | -246 891 | -262 857 | - 77 760 | 92 523 | 0 |
| d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions | 1 042 884 | 1 055 917 | 970 614 | 1 251 170 | 893 289 |
| e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions | 507 658 | 554 392 | 402 541 | 481 961 | 566 831 |
| f) Montants des bénéfices distribués | | | | | |
| g) Participation des salariés | | | | | |
| III – Résultat des opérations réduit à une seule action | | | | | |
| a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements | 0.23 | 0.23 | 0.22 | 0.28 | 0.19 |
| b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions | 0.11 | 0.12 | 0.09 | 0.11 | 0.13 |
| c) Dividende versé à chaque action | | | | | |
| IV – Personnel : | | | | | |
| a) Nombre de salariés | 38 | 36 | 33 | 31 | 34 |
| b) Montant de la masse salariale | 2 282 790 | 2 043 396 | 1 758 798 | 1 565 714 | 1 519 296 |
| c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux | 1 007 069 | 880 783 | 797 424 | 605 882 | 675 532 |

Observations complémentaires

La société VISIODENT a, vis-à-vis de GROUPE VISIODENT, une créance client de 55 860 € et une créance en compte courant de 32 069 €.